

Pauvreté énergétique croissante au Luxembourg

Le prix du gaz et de l'électricité sont montés en flèche ces derniers mois sur le marché mondial. Au Luxembourg, le prix de gaz naturel facturé a augmenté de 60%, ce qui se traduit par une hausse de 30% pour le prix total du gaz¹. Le prix du carburant a lui aussi augmenté ces derniers mois.

Avant la pandémie, environ 11 % de la population de l'UE, à savoir 54 millions d'Européens, étaient déjà concernés par la précarité énergétique². **La précarité énergétique est une forme distincte de pauvreté qui s'accompagne d'une série de conséquences néfastes pour la santé et le bien-être des personnes.** En 2020, 3,6% de la population du Luxembourg se trouvait dans l'incapacité d'avoir une température adéquate dans son logement³. Ce pourcentage peut paraître bas, mais on observe, depuis 10 ans, une tendance à la hausse du nombre de personnes en difficulté de gérer la température de leur logement⁴. Avec des prix aussi élevés, ce pourcentage risque de grimper davantage cet hiver au Luxembourg. En moyenne il y avait entre 2016 et 2020 875 coupures d'électricité par an pour impayés. Pour le gaz, ce chiffre est de 105⁵.

A cela s'ajoute que la crise sanitaire du COVID-19 a eu deux autres effets négatifs sur les ménages en pauvreté énergétique. Le premier est que le nombre de personnes touchées par la pauvreté a augmenté en nombre absolu⁶ en raison de la perte de revenus. La deuxième raison est le fait que les personnes sont obligées de passer plus de temps chez elles à cause des confinements, ce qui augmente les factures d'énergie.

La précarité énergétique est un problème multidimensionnel. Il n'y a pas seulement le prix de l'énergie et le revenu des ménages qui interviennent dans la précarité énergétique. La consommation d'énergie est un autre facteur majeur. Au niveau Européen, le Luxembourg a un taux très élevé de consommation énergétique per capita⁷. La consommation d'énergie dépend de facteurs physiques comme le froid extérieur, l'isolation des habitations, la technologie de chauffage utilisée, les appareils électroménagers, mais aussi du comportement des personnes. **Une lutte efficace contre la précarité énergétique doit viser ces deux niveaux.**

Avec la récente hausse des prix, **la précarité énergétique constitue un problème social qui légitime l'intervention politique.** La pauvreté énergétique existante et croissante doit être combattue par des

¹ <https://www.wort.lu/fr/luxembourg/surtension-attendue-sur-les-prix-de-l-energie-614d9cf7de135b9236dab950>

La précarité énergétique est définie comme « la situation dans laquelle un ménage ou un individu n'a pas les moyens de se procurer les services énergétiques de base (chauffage, refroidissement, éclairage, mobilité et électricité) qui garantissent un niveau de vie décent, en raison d'une combinaison de faibles revenus, de dépenses énergétiques élevées et de la faible efficacité énergétique de son logement »

² Comité européen des régions (2019). L'heure est venue d'éradiquer la précarité énergétique en Europe <https://cor.europa.eu/fr/news/Pages/time-to-eradicate-energy-poverty-in-europe.aspx>

³ EUROSTAT (2020). https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_07_60/default/table?lang=fr

⁴ CSL (2020). Note de la CSL sur le PNEC. page 13 <https://www.csl.lu/bibliotheque/publications/a1bdaf0260.pdf>

⁵ <https://lequotidien.lu/luxembourg/grand-duche-875-coupures-deletricite-par-an-en-moyenne-pour-impayes/>

⁶ Le taux de risque de pauvreté a diminué de 17,5% en 2019 à 17,4% en 2020. Une variation aussi faible ne dit rien du point de vue statistique, puisqu'il peut aussi s'agir d'une erreur. Mais même à taux égal d'une année à l'autre et vue la croissance annuelle de la population au Luxembourg d'au moins 10.000 personnes, on peut avancer que le nombre absolu de personnes en risque de pauvreté a augmenté au moins de 1740 personnes en nombre absolu !

⁷ Insight_e (2015). Energy poverty and vulnerable consumers in the energy sector across the EU: analysis of policies and measures. https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/INSIGHT_E_Energy%20Poverty%20-%20Main%20Report_FINAL.pdf

mesures ciblées qui comprennent également, comme conditions préalables, les instruments de mesure nécessaires et un traitement statistique actualisé. Dans le contexte du débat sur la pauvreté, la relation entre pauvreté et santé est un domaine encore négligé qu'il faudrait mettre en avant⁸.

A l'approche du grand froid, Caritas Luxembourg appelle donc les décideurs politiques à prendre les mesures nécessaires pour éviter que les personnes ne tombent dans la pauvreté énergétique cet hiver au Luxembourg. Pour cela il faut:

1. envisager un moratoire sur les prix énergétiques ;
2. réévaluer et augmenter la compensation sociale de la prochaine hausse de la taxe CO₂ de 22 à 25 Euro par tonne de CO₂ en janvier 2022. L'évaluation du STATEC réalisée en 2020⁹ a démontré que l'impact de cette taxe sur les ménages à faible revenu serait neutre. Une nouvelle analyse est nécessaire pour contrer un impact néfaste pour les ménages les plus démunis pour la prochaine hausse en janvier 2022.
3. assurer qu'il n'y aura pas d'interruptions de fourniture d'énergie pour les personnes en situation de précarité¹⁰.

A long terme, pour combattre le changement climatique tout en y intégrant pleinement la dimension sociale, il faudra:

1. une promotion plus grande et ciblée des services de MyEnergy en termes d'offre des conseils en énergie personnalisés et une subvention pour le remplacement d'un ou plusieurs appareils électroménagers énergivores ;
2. créer des subventions étatiques plus ciblées pour donner aux ménages à revenus modestes la possibilité d'effectuer les rénovations ou les acquisitions nécessaires pour le bien qu'ils habitent ;
3. conditionner l'accès aux différentes aides selon des critères sociaux en faveur des propriétaires les plus démunis ;
4. mettre en place un système régulant l'augmentation du loyer par les propriétaires bailleurs après amélioration de l'efficacité énergétique de leurs biens loués ;
5. une éventuelle augmentation du loyer devrait être compensée par une augmentation de l'allocation de loyer (Klimawohngeld) ;
6. les propriétaires qui mettent leur appartement à disposition de la gestion locative sociale devraient être davantage encouragés et soutenus pour rénover en termes d'efficacité énergétique.

⁸ Gerhard Trabert (2016). Sozialalmanach Caritas Luxembourg https://www.caritas.lu/sites/default/files/caritas_sozialalmanach_2016.pdf

⁹ STATEC (2020). Évaluation de la taxe CO₂ <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/analyses/2020/PDF-Analyses-08-2020.pdf>

¹⁰ En 2018, par exemple, 123 ménages étaient déconnectés au Luxembourg